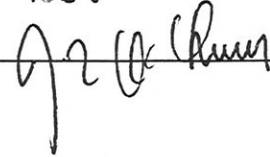


DIFFUSION RESTREINTE

DEV

CAB1 CAB2
MMC
DEV DAG FEC

26 AVR. 1994



TD DFRA NEW YORK 1978

LE 25 AVRIL 1994
NYRK LE 25/04/94 A 21H58

IMMEDIAT A L'OUVERTURE DES BUREAUX

CHIFFRE DIFFUSION RESTREINTE

ORIGINE : CHANC. DIPLO. REDACTEUR : B. FOUCHER

NB : DISTRIBUTION SERVICES

AD DIPLOMATIE 1978

CQ KAMPALA 69

CQ MINDEFENSE PARIS 882

CQ MINCOOP PARIS 295

CQ ADDIS ABEBA 120

CQ KINSHASA 60

CQ BRUXELLES 190

CQ NAIROBI 101

CQ ARMEES PARIS 670

CQ BUJUMBURA 37

CQ LE CAIRE 214

CQ LONDRES 838

NB : SERVIR NU - DAM - CMB - CM5

NB : MINDEFENSE : PRIERE DE SERVIR CM21 ET CM22.

NB : PRIERE DE SERVIR M. MARLAUD

TXT

OBJET : RWANDA

REFERENCE : TD DFRA NEW-YORK 1941 ET 1971

RESUME : LE PRESIDENT DU CONSEIL PRENDRA L'ATTACHE DES AMBASSADEURS DES PAYS DE LA REGION POUR LES ENCOURAGER A POURSUIVRE LEURS EFFORTS EN VUE D'AMENER LES PARTIES RWANDAISES A S'ENTENDRE POUR QU'UN CESSER-LE-FEU SOIT INSTAURE AU RWANDA, AFIN DE STABILISER LA SITUATION DANS CE PAYS OU LES MASSACRES CONTINUENT DE SE POURSUIVRE.

X X X

A L'OCCASION DES CONSULTATIONS DU CONSEIL DE CE JOUR, L'AMBASSADEUR GHAREKHAN, CONSEILLER POLITIQUE DU SECRETAIRE GENERAL, A FAIT LE POINT SUR LA SITUATION AU RWANDA.

IL A INDIQUE QUE LA CAPITALE ETAIT ENCORE LE THEATRE D'AFFRONTMENTS VIOLENTS MAIS QUE LES TIRS AVAIENT DIMINUE D'INTENSITE DANS LES DERNIERES HEURES. LES DIFFERENTES FORCES S'AFFRONTANT N'AVAIENT PAS MODIFIE LEURS POSITIONS DEPUIS VENDREDI DERNIER. LE FPR CONTINUAIT DE TENIR PLUSIEURS POSITIONS STRATEGIQUES SUR DES COLLINES AUX ALENTOURS DE LA CAPITALE SANS AVOIR REALISE DE PERCEE DECISIVE.

EN REVANCHE DANS LE RESTE DU PAYS, LA SITUATION AVAIT QUELQUE PEU EVOLUE. LE FPR CONTROLAIT LE NORD DU RWANDA TANDIS QUE LES FORCES GOUVERNEMENTALES TENAIENT LE SUD ET LE NORDOUEST. LE FRONT S'ETAIT EMPARE DE LA VILLE DE BYUMBA SITUEE AU SUD DE LA ZONE DEMILITARISEE. SES EFFORTS POUR PRENDRE D'ASSAUT LA VILLE DE NGARAMA S'ETAIENT HEURTES A DE VIVES RESISTANCES DE LA PART DE L'ARMEE RWANDAISE.

CONCERNANT LA MINUAR, ENVIRON MILLE PERSONNES (MILITAIRES ET AUTRES PERSONNELS) AVAIENT ETE EVACUEES DEPUIS LE VOTE PAR LE CONSEIL DE LA RESOLUTION 912. IL RESTAIT DONC A KIGALI 460 HOMMES.

SUR LE PLAN POLITIQUE, LE REPRESENTANT SPECIAL DU SECRETAIRE GENERAL AINSI QUE LE COMMANDANT ADJOINT DE LA FORCE S'ETAIENT RENDUS LE 22 AVRIL A ARUSHA EN VUE D'ASSISTER AUX CONVERSATIONS DEVANT AVOIR LIEU ENTRE LES PARTIES SOUS LES AUSPICES DU FACILITATEUR TANZANIE ET DE L'OUA. SUR CE POINT, L'AMBASSADEUR GHAREKHAN A RELEVE QUE LA MINUAR AVAIT MIS A LA DISPOSITION DE LA DELEGATION GOUVERNEMENTALE UN APPAREIL AFIN DE LA TRANSPORTER EN TANZANIE. CETTE DELEGATION NE S'ETAIT PAS PRESENTEE AU RENDEZ-VOUS. A ARUSHA MEME LE SECRETAIRE GENERAL DU FPR AVAIT DECLARE QU'IL N'ETAIT PAS VENU NEGOCIER AVEC L'AUTRE PARTIE MAIS QU'IL AVAIT FAIT LE

DEPLACEMENT POUR PRESENTER AU FACILITATEUR TANZANIEU, A L'ONU ET A L'OUA UNE PROPOSITION DE CEESEZ-LE-FEU UNILATERALE QUI DEVAIT ENTRER EN VIGUEUR LE 24 AVRIL A MINUIT SI UN CERTAIN NOMBRE DE CONDITIONS ETAIENT REMPLIES.

DU POINT DE VUE HUMANITAIRE ENFIN, UNE MISSION DU DAH DIRIGEE PAR PETER HANSEN VENAIT D'ARRIVER A KIGALI POUR PRENDRE LES MESURES AFIN D'APPORTER UN SOUTIEN AUX MILLIERS DE PERSONNES DEPLACEES. POUR SA PART LA MINUAR CONTINUAIT A ASSURER LA SECURITE DES MOUVEMENTS POUR CES PERSONNES. LE COMMANDANT DE LA FORCE ESSAYAIT DE NEGOCIER AVEC LES BELLIGERANTS DES DISPOSITIONS PERMETTANT D'ASSURER UNE SECURITE POUR LES PERSONNES DEPLACEES.

LE PRESIDENT DU CONSEIL A ALORS PRIS LA PAROLE POUR INFORMER LES MEMBRES QU'IL AVAIT EU DE SON COTE UN CONTACT AVEC LE DIRECTEUR GENERAL DE MEDECINS SANS FRONTIERES. CELUI-CI LUI AVAIT CONFIRME QUE DES SOLDATS DE L'ARMEE GOUVERNEMENTALE, AUXQUELS S'ETAIENT JOINTS DES MEMBRES DE LA GARDE PRESIDENTIELLE, S'ETAIENT RENDUS SAMEDI DERNIER DANS UN HOPITAL A BUTARE OU ILS AVAIENT EXECUTE SYSTEMATIQUUEMENT TOUT LE PERSONNEL MEDICAL LOCAL PUIS LES BLESSES. LE DIRECTEUR GENERAL DE MSF S'ETAIT RESIGNE A FERMER L'UNITE EN QUESTION. DE TOUS LES CONFLITS DANS LESQUELS IL AVAIT ETE IMPLIQUE DEPUIS DOUZE ANS, A-T-IL AJOUTE, CELUI-CI ETAIT LE PLUS MEURTRIER QU'IL AIT CONNU.

A LA SUITE DE CETTE PRESENTATION, PLUSIEURS MEMBRES DU CONSEIL ONT PRIS LA PAROLE.

LES NON-ALIGNES ONT D'ABORD INTERROGE M. GHAREKHAN SUR CE QU'IL ETAIT ADVENU DES MILLE HOMMES DE LA MINUAR QUI AVAIENT ETE EVACUES SUR NAIROBI. L'AMBASSADEUR GAMBARI A SOUHAITE CONNAITRE SI LE SECRETARIAT ENVISAGEAIT DE MAINTENIR CEUX-CI UN CERTAIN TEMPS AU KENYA AFIN DE POUVOIR LES REDEPLOYER SI LA SITUATION LE PERMETTAIT. L'AMBASSADEUR GHAREKHAN A INDIQUE QUE LE SECRETARIAT AVAIT DEJA COMMENCE A RAPATRIER LES HOMMES EN QUESTION VERS LEUR PAYS RESPECTIF. SUR LES MILLE EN QUESTION, IL EN RESTAIT 570 ACTUELLEMENT. DES DEMAIN ILS NE SERAIENT PLUS QUE 200. IL A PRECISE QUE LE CONSEIL N'AVAIT PAS DECIDE EXPLIEMENT LE MALNTLEN DE CES HOMMES A NALROBI. DANS CES CONDITIONS LE SECRETARIAT AVAIT SIMPLEMENT DONNE DES ORDRES POUR QUE LES INTERESSES SOIENT RAPATRIES.

PLUSIEURS MEMBRES DU CONSEIL SONT INTERVENUS EGALEMENT POUR SOUHAITER QUE LE PRESIDENT DU CONSEIL NE RESTE PAS MUET APRES LES INFORMATIONS QUE LE CONSEILLER POLITIQUE VENAIT DE COMMUNIQUER. L'OPINION PUBLIQUE CONSIDERAIT A TORT QUE LES NATIONS UNIES N'AVAIENT PAS FAIT CE QU'IL FALLAIT FAIRE POUR EMPECHER LES MASSACRES. IL FALLAIT DONC MONTRER QUE LE CONSEIL NE SE DESINTERESSAIT PAS DE LA QUESTION SURTOUT APRES CE QUI S'ETAIT PRODUIT A BUTARE. L'AMBASSADEUR D'ESPAGNE A PROPOSE QUE LE CONSEIL DEMANDE UNE COMMISSION D'ENQUETE SUR CES EVENEMENTS, RAPPELANT L'INITIATIVE QU'IL AVAIT PRISE AU LIBERIA APRES UN MASSACRE QUI AVAIT CAUSE LA MORT DE 300 PERSONNES.

SUR CE POINT PARTICULIER, L'AMBASSADEUR GHAREKHAN A PRECISE QUE CETTE SUGGESTION SEMBLAIT PEU RAISONNABLE. EN EFFET UNE ENQUETE N'ETAIT POSSIBLE QUE SI ETAIENT PRESENTS SUR PLACE DES OBSERVATEURS CHARGES D'INTERROGER LES UNS ET LES AUTRES. DANS LA SITUATION ACTUELLE ON NE POURRAIT PAS ASSURER LA SECURITE DE CES ENQUETEURS NI MEME OBTENIR UN MINIMUM DE COOPERATION DES PARTIES.

PLUSIEURS AUTRES MEMBRES ONT SOUHAITE QUE LE PRESIDENT RENCONTRE LES REPRESENTANTS PERMANENTS DES ETATS DE LA REGION AFIN DE LES ENCOURAGER A POURSUIVRE LEURS EFFORTS EN VUE D'AMENER LES PARTIES A REPREDRE LANGUE ET A FAVORISER UN APAISEMENT AU RWANDA. LE PRESIDENT DU CONSEIL A CONCLU CE POINT DE L'ORDRE DU JOUR EN INDIQUANT QU'IL FERAIT PART A LA PRESSE DE L'INITIATIVE QU'IL ALLAIT PRENDRE DANS CE DOMAINE./.

LADSOUS